

Lutte contre la désinformation et maintien d'élections justes et équitables

Problème à réglerⁱ

Énoncé de problème : il est nécessaire de s'attaquer à la propagation croissante de la désinformation au pays et aux conséquences qui en découlent pour la santé de notre démocratie, et de promouvoir un écosystème d'information sain et fiable en ligne.

Contexte : les médias sociauxⁱⁱ deviennentⁱⁱⁱ de plus en plus l'un des principaux vecteurs de nouvelles^{iv}. Cette situation a favorisé partout dans le monde la propagation de la désinformation, menaçant la confiance du public, sapant la capacité à organiser des élections équitables^v et affaiblissant les voix des sources de nouvelles fiables. Les comportements en ligne observés en période électorale et l'écllosion de la pandémie de COVID-19 ont démontré une fois de plus comment la propagation de la désinformation peut avoir des conséquences néfastes pour la santé de notre démocratie et la vie des Canadiens. Le gouvernement^{vi} doit absolument améliorer ses communications d'informations faisant autorité et renforcer ses cadres stratégiques. Le gouvernement doit aussi s'efforcer de donner aux Canadiens de divers horizons l'accès et les outils dont ils ont besoin pour réfléchir de manière critique aux informations dont ils ont connaissance et, ainsi, participer aux processus démocratiques et prendre des décisions^{vii} au quotidien plus efficacement.

Pour d'autres renseignements sur les commentaires reçus des Canadiens et de la société civile et les pratiques exemplaires internationales, veuillez lire le présent document d'information thématique.^{viii ix}

Titre de l'engagement^x

1. Lutte contre la désinformation et maintien d'élections justes et équitables

Le gouvernement du Canada **favorisera un écosystème de nouvelles sain et fiable en ligne en^{xi} :**

1. Sensibilisant les Canadiens à la désinformation et aux menaces qui pèsent sur les processus démocratiques;
2. Renforçant la capacité internationale à repérer les menaces en constante évolution pour la démocratie, et à y répondre;
3. Entretenant un dialogue avec les entreprises de médias sociaux sur les principes d'intégrité, de transparence et d'authenticité dans le cadre de la réponse gouvernementale intégrée du Canada pour protéger les institutions démocratiques du pays.^{xiiixixivxv}

Ministères responsables

Patrimoine canadien^{xvi} (PCH)

Bureau du Conseil privé (BCP)

Jalons et indicateurs^{xvii}

- 1. Jalon : tirer parti des projets et des programmes de l'Initiative de citoyenneté numérique en vigueur pour mieux comprendre l'origine et les conséquences de la désinformation en ligne, et les éventuelles réponses à celle-ci**

Indicateurs

- 1.1. Les projets sont financés par le [Programme de contributions en matière de citoyenneté numérique](#) et ont pour objectif de lutter contre la désinformation en ligne et d'autres préjudices dans un contexte canadien (depuis avant août 2021 à mars 2023).
- 1.2. Les projets sont appuyés par [l'Initiative conjointe](#) de Patrimoine canadien et du Conseil de recherches en sciences humaines et visent à combattre la désinformation en ligne et d'autres préjudices dans un contexte canadien (depuis avant août^{xviii} 2021 à mars 2023).
- 1.3. La conférence annuelle de l'Initiative de citoyenneté numérique réunissant des intervenants afin de renforcer les capacités et de favoriser le transfert des connaissances (depuis avant août 2021 à février 2022-février 2023.)

- 2. Jalon : appuyer un écosystème de nouvelles sain et fiable**

Indicateurs

- 2.1. Exploration de nouveaux modèles permettant des dons privés et un soutien philanthropique^{xix} pour un journalisme et des nouvelles locales de confiance, professionnels et à but non lucratif (août 2019 à mars 2024).
- 2.2. L'Initiative sur le journalisme local appuie l'embauche de journalistes pour fournir une couverture médiatique aux collectivités défavorisées au Canada (août 2019 à mars 2024).

- 3. Jalon : créer un cadre international pour promouvoir des engagements multi-intervenants^{xx} sur la diversité des contenus en ligne**

Indicateurs

- 3.1. Diriger un groupe de travail multi-intervenants pour définir des priorités internationales liées à la diversité des contenus en ligne, et en assurer la concrétisation (depuis avant août 2021 à mars 2023).
- 3.2. Mettre la touche finale à des engagements précis en tenant compte des principes directeurs sur la diversité des contenus en ligne (depuis avant^{xxi} août 2021 à décembre 2022).
- 3.3. Les pays, le secteur privé et les organisations de la société civile adhèrent aux principes directeurs et s'engagent à donner suite à des engagements^{xxii} précis (depuis avant août 2021 à mars 2023).

- 4. Jalon : Continuer à diriger le mécanisme de réaction rapide (MRR) du G7 pour identifier les menaces étrangères contre la démocratie^{xxiii}, telles que la désinformation parrainée par des États étrangers, et y répondre**

Indicateur^{xxiv}

4.1. Publier un rapport public annuel sur l'évolution du paysage des menaces (mars 2022)

5. Jalon : Présider la Freedom Online Coalition (FOC) pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme dans les contextes numériques, en mettant l'accent sur l'inclusion numérique

Indicateurs

5.1. Le Canada lance un programme d'action^{xxv} pour sa présidence de la FOC, fondé sur l'inclusion numérique^{xxvi} (décembre 2021).

5.2. Le Canada fait progresser son programme d'action pour la présidence du FOC, notamment par un engagement multilatéral, régional et national^{xxvii} (en cours jusqu'en 2022)

6. Jalon : entretenir un dialogue avec les entreprises de médias sociaux sur les principes d'intégrité, de transparence et d'authenticité dans le cadre de la réponse gouvernementale intégrée du Canada pour protéger les institutions démocratiques du pays

Indicateur^{xxviii}

6.1. Le dialogue avec les entreprises de médias sociaux^{xxx} a lieu (mai 2021 - en cours^{xxxi}).

ⁱ Publié par Xiaoming Guo le 07/30/2021 à 3:43pm

La vérité et les faits sont les meilleures armes pour combattre la désinformation. La principale influence étrangère de notre politique démocratique provient des médias grand public. L'entreprise Postmedia Network Canada Corp. appartient actuellement à 66 % à un conglomérat médiatique américain (Chatham Asset Management). Par conséquent, la plupart de nos points de discussion à propos des élections émanent d'un pays étranger. La dénonciation des médias canadiens sous contrôle étranger est la clé de la lutte contre la désinformation.

ⁱⁱ Publié par John mcleod le 07/21/2021 à 4:05pm

Pendant les campagnes électorales, les partis politiques, qu'ils veuillent demeurer au pouvoir ou le prendre, propagent déjà la mésinformation. Les publicités négatives devraient être interdites. La lutte contre la mésinformation devrait relever d'un organisme dont les membres sont nommés publiquement, qui agit indépendamment du gouvernement et qui doit rendre des comptes à la population canadienne.

Réponse par CD le 07/22/2021 à 11:19am

Un contrôle plus strict des dépenses publicitaires électorales permettrait-il également de résoudre ce problème?

ⁱⁱⁱ Publié par Jon Douglas le 07/22/2021 à 1:21am

Le fait pour tout gouvernement démocratique de tenter de contrôler ce que la population a le droit de dire ou d'entendre constitue une attaque directe contre la démocratie. Dans l'ensemble, le gouvernement est le coupable qui répand la désinformation en majeure partie, et je crois qu'il est temps que les Canadiens cessent de se laisser manipuler et contrôler par le gouvernement au moyen des médias grand public ou de toute autre plateforme de médias ou de médias sociaux. S'il faut qu'il y ait un organe directeur pour surveiller les médias et leur contenu, il faut qu'il soit complètement indépendant du gouvernement, non partisan et élu régulièrement, que la durée de son mandat ait une limite et qu'il rende des comptes à la population. La censure gouvernementale doit cesser, et une loi interdisant au gouvernement ne serait-ce que de tenter d'adopter la censure ou toute autre loi en ce sens doit ensuite être mise en place.

Réponse par CD le 07/22/2021 à 11:27am

Un autre organisme fédéral élu n'aurait-il pas en fin de compte une composition semblable à celle d'un Parlement? Pour quelle raison peut-on s'attendre à un résultat différent?
Une modification constitutionnelle serait-elle nécessaire pour qu'un autre organisme élu auquel certains pouvoirs seraient octroyés soit créé?

Réponse par Jon Douglas le 07/23/2021 à 8:48am

Sa composition serait semblable à celle du Parlement, mais la seule façon de maintenir une démocratie est de s'assurer que le gouvernement n'a pas la capacité de contrôler la liberté d'expression, peu importe les raisons qu'il invente pour convaincre la population de l'appuyer. Seuls les gouvernements totalitaires censurent leur population. Nous devons nous tenir le plus loin possible de toute forme de censure gouvernementale. Dans le cas contraire, nous ne valons pas mieux que des pays comme Cuba, la Corée du Nord, la Chine ou la Russie, pour n'en nommer que quelques-uns.

Réponse par CD le 08/03/2021 à 3:19pm

Désolé, je vois. Donc, pour ce qui est de votre proposition initiale, « S'il faut qu'il y ait un organe directeur... » vous préféreriez qu'il n'y ait pas de surveillance. Qui devrait contrôler les entreprises de technologie? Quelqu'un devrait-il le faire?

^{iv} Publié par Xiaoming Guo le 07/21/2021 à 12:05pm

La réalité, c'est qu'une grande partie de la désinformation provient également des médias grand public. Par exemple, l'entreprise Postmedia Network, qui appartient à 66 % à un conglomérat médiatique américain (Chatham Asset Management), pèse lourdement sur les débats politiques. Cela fait en sorte que Washington manipule notre opinion publique. Si nous ne nous attaquons pas à ce problème, la lutte contre la désinformation devient un outil pour protéger l'influence de Washington sur nos élections, nos politiques et nos questions de santé publique.

^v Publié par crown genocide le 08/04/2021 à 3:45pm

La situation est seulement équitable lorsque les peuples autochtones sont perdants.

^{vi} Publié par crown genocide le 08/04/2021 à 3:49pm

La promulgation de la règle de droit vise les paysans et le prolétariat. Si vous avez de l'argent, vous devrez payer une amende sans que l'on considère que vous avez commis un crime. Si vous avez de l'argent, vous serez en mesure d'obtenir une libération sous caution, ce qui vous évitera la prison. Le « just us system » remplit les prisons d'Autochtones de la même manière que la Chine remplit ses camps de rééducation d'Ouïgours.

^{vii} Publié par anonymous le 07/21/2021 à 11:30am

Cela devrait être le principal objectif de cette initiative. Plutôt que de modifier la compétence gouvernementale en matière de diffusion de l'information, de faire pression sur les géants des médias pour qu'ils sévissent comme bon leur semble, ou d'accroître la nature autoritaire des messages du gouvernement, pourquoi ne pas se concentrer principalement sur le développement du sens critique des Canadiens? Après tout, l'article 2 de la Charte des droits et libertés continuera d'accorder aux Canadiens le droit à la liberté d'expression lorsqu'elle ne cause aucun préjudice à autrui. Les décisions du gouvernement concernant ce préjudice semblent sujettes à débat dans bon nombre de ces cas.

Réponse par CD le 07/22/2021 à 11:33am

Reconnaître les besoins en matière d'outils et d'éducation.

Le paysage de l'information change très rapidement. Cette politique doit préparer les citoyens à la situation actuelle, mais aussi aux résultats probables des prochaines élections.

^{viii} Publié par crown genocide le 08/04/2021 à 5:57pm

Les rapports de la Commission de vérité et réconciliation sont clairs. Le système des pensionnats indiens visait expressément à « civiliser » les enfants autochtones et à les assimiler à la société.

^{ix} Publié par crown genocide le 08/04/2021 à 3:51pm

et les Autochtones non citoyens

^x Publié par Robert Quine le 07/21/2021 à 4:08pm

C'est gênant. Protéger les élections???? Vous voulez dire annuler un vote légitime??? Vous avez été dénoncé lors des dernières élections américaines sans que personne rende des comptes de part et d'autre de la Chambre. C'est un faux drapeau de la liberté. L'électeur doit présenter une PIÈCE D'IDENTITÉ AU BUREAU DE VOTE. Point à la ligne. Si vous n'appuyez pas cela, vous êtes corrompu.

^{xi} Publié par John mcleod le 07/21/2021 à 4:09pm

C'est bien beau de dire que le gouvernement du Canada appuie cette mesure, à condition qu'elle soit inscrite dans une loi qui ne peut être compromise par l'idéologie politique d'un parti politique en particulier.

Réponse par CD Jon Douglas le 07/22/2021 à 1:36am

Toute censure gouvernementale est mauvaise pour les pays démocratiques. Les démocraties ne survivent que lorsque les gens sont en mesure de remettre en question toutes les mesures prises par les gouvernements et d'exiger qu'ils rendent des comptes. Si le gouvernement est autorisé à nous censurer, comment pouvons-nous l'obliger à rendre des comptes?

^{xii} Publié par Gloria Meunier le 07/21/2021 à 11:05am

Élaborer et financer un programme d'études obligatoire qui comprend l'enseignement de compétences logiques dès le primaire. Il est important que tous les citoyens possèdent les compétences nécessaires pour évaluer les énoncés, en particulier dans un environnement où tout le monde peut publier n'importe quoi. La maîtrise de la logique et l'esprit critique sont essentiels, car la surveillance et le contrôle de l'information et de l'accès sont limités.

Réponse par CD le 07/22/2021 à 11:38am

D'accord : le paysage de l'information change rapidement. L'éducation peut préparer les citoyens non seulement à la situation actuelle, mais à ce qui pourrait arriver.

^{xiii} Publié par Robert Quine le 07/21/2021 à 4:11pm

Ce dont vous parlez s'appelle la censure. Lisez le livre 1984 ou un livre d'histoire (tout ce qui concerne le communisme et ses origines). Aucun gouvernement ne devrait avoir le pouvoir de contrôler les esprits. Le simple fait que des Canadiens aient cette conversation est embarrassant. Oh, attendez, ce n'est pas le cas... il n'y a que le gouvernement qui en parle et qui veut nous convaincre de force. Il devrait être traduit en justice pour trahison.

^{xiv} Publié par Centre for Law and Democracy le 08/06/2021 à 10:12am

Un écosystème de l'information sain et fiable s'attaque à la mésinformation, à la désinformation et aux autres menaces qui pèsent sur les processus démocratiques, tout en préservant la liberté d'expression et les autres droits de la personne pertinents. Par conséquent, une quatrième priorité devrait être insérée ici : 4. Veiller à ce que toutes les mesures comprennent des démarches réfléchies, comme la diligence raisonnable en matière de droits de la personne, qui garantissent un équilibre formel entre, d'une part, la liberté d'expression, la protection de la vie privée ainsi que d'autres droits de la personne pertinents et, d'autre part, les objectifs stratégiques comme la lutte contre la désinformation, conformément aux normes internationales.

^{xv} Publié par Democracy Watch le 08/07/2021 à 12:54am

Ce n'est pas assez de communiquer avec les entreprises de médias sociaux pour mettre fin aux promesses, aux allégations et aux déclarations fausses qui sont faites par les politiciens et lors des élections. Comme tout problème de société, une partie de la solution consiste à modifier les règles pour interdire le comportement à l'origine du problème. Pour ce faire, on peut mettre en œuvre les changements énumérés dans les lettres d'intervention sur les pages Web suivantes : <https://democracywatch.ca/campaigns/honesty-in-politics-campaign/> (en anglais) et <https://democracywatch.ca/campaigns/stop-fake-online-election-ads/> (en anglais seulement). Les organismes d'application de la loi entièrement indépendants et non partisans sont évidemment essentiels pour

assurer l'application équitable des mesures et éviter de favoriser un politicien, un parti politique ou le gouvernement dans son ensemble.

^{xvi} Publié par crowngenocide le 08/04/2021 à 3:38pm
mais pas le patrimoine autochtone...

^{xvii} Publié par Anu Amaru le 07/29/2021 à 3:57am
Veuillez nous laisser tranquilles, arrêtez de vous immiscer dans nos vies et créez davantage de possibilités pour nous. Les gens veulent être à l'abri du harcèlement et de la nuisance. Veuillez éliminer l'endettement des personnes à faible revenu. Vous allez créer un monde du travail meilleur et sans stress.

^{xviii} Publié par CD le 07/22/2021 à 11:42am
Est-ce qu'il existe un moyen de vérifier de façon fiable l'efficacité des programmes visant à préparer les citoyens à faire face à la désinformation? Est-ce qu'il existe une mesure ou un test précis et rapide qui est associé à une valeur mesurée déclarée? Cela semble être un indicateur essentiel à inclure.

^{xix} Publié par crowngenocide le 08/04/2021 à 3:52pm
Donc des gens riches avec des intentions cachées?

^{xx} Publié par Adrian le 07/28/2021 à 4:48pm
La diversité doit être un facteur ici aussi. La dépendance à l'égard des donateurs peut fausser les données sur le financement des groupes historiquement marginalisés.

^{xxi} Publié par CD le 07/22/2021 à 11:53am
Il faut rétablir la profession de journaliste décimée par des modèles de financement inadéquats, mais en agissant avec prudence. Le modèle idéal exige plus d'argent, mais moins de surveillance gouvernementale.

^{xxii} Publié par crowngenocide le 08/04/2021 à 3:53pm
et des Autochtones non citoyens qui donnent leur avis et participent???

^{xxiii} Publié par CD le 07/22/2021 à 12:01pm
Si les médias sociaux veulent communiquer des nouvelles, l'information sur leurs sites ne devrait-elle pas être assujettie aux mêmes normes juridiques que, par exemple, un journal?

Réponse par anonymous le 07/22/2021 à 1:58pm

Bon point, mais les médias sociaux prétendent-ils être un média d'information? De la même façon que les nouvelles sont transmises de bouche à oreille, les médias sociaux diffusent des opinions, mais avec une bien plus grande portée que notre voix. Encore une fois, cela semble se résumer à fournir aux gens les outils nécessaires pour naviguer dans ce nouvel environnement où des opinions FORTES sont exprimées.

Réponse par Jon Douglas le 07/23/2021 à 8:59am

Je ne saurais trop insister sur le fait que toute forme de censure de la part du gouvernement est extrêmement dangereuse pour la démocratie.

Réponse par CD le 08/03/2021 à 3:22pm

Qui devrait fixer les limites pour les grandes entreprises de technologie?

^{xxiv} Publié par Basics is back le 07/22/2021 à 11:51am
Les contributions à ce débat semblent être à sens unique. Vous allez censurer ce que les gens disent pour alimenter la discussion. Vous ne pouvez l'utiliser que dans son intégralité. Le fait que nous n'entendons pas les deux points de vue est une des raisons pour lesquelles les Canadiens sont déçus de notre gouvernement, selon moi. Lorsque la pandémie de COVID-19 a commencé, nous n'avons pas entendu la communauté scientifique; seules les entreprises médicales ont fait pression pour réclamer une cessation complète des activités. Il est

terrifiant qu'un médicament soit désigné comme un vaccin alors que sa composition n'a rien à voir avec un vaccin. Donner une dose de vaccin à 70 % de la population alors que nous n'avons aucune preuve de sa sécurité est inacceptable. L'utilisation d'un test qui met la COVID-19 sur un pied d'égalité avec la grippe et le rhume ne permet tout simplement pas d'établir le nombre réel de cas de COVID-19. Il n'est pas étonnant que notre gouvernement ait des problèmes à ce que la vérité soit dévoilée. Laissez-nous entendre la vérité au sujet de la COVID-19 et demandez aux gens s'ils veulent un passeport vaccinal, une autre façon pour le gouvernement d'exercer des pressions pour que le secteur médical privé monopolise les soins de santé. Nous avons maintenant des dossiers de soins de santé numériques, nous utilisons l'intelligence artificielle, les ordonnances sont en ligne, il est possible de prendre rendez-vous en ligne avec un médecin, et la liste est encore longue. Si je n'avais pas lu les articles sur Inforoute Santé du Canada, je ne saurais pas ce que fait notre gouvernement. Si un message publicitaire sur deux à la télévision porte sur les hamburgers, notre gouvernement pourrait bien diffuser un message sur notre système de soins de santé. Internet est beaucoup trop vaste pour être notre seule source d'information. Notre gouvernement s'inflige lui-même cela.

^{xxv} Publié par Kristina Bendikas le 07/28/2021 à 9:41pm

1. Nous avons besoin d'un plus grand financement et peut-être d'un modèle de financement différent pour les médias d'information légitimes afin qu'ils ne deviennent pas simplement les porte-parole du parti au pouvoir.
2. Qu'en est-il des messages d'intérêt public qui donnent des conseils aux gens sur la façon de repérer les faux renseignements? Nous aurions tous dû apprendre cela à l'école, mais un rappel ne ferait pas de mal. Il s'agirait d'une façon impartiale de laisser les gens (et non le gouvernement) régler cette question.

^{xxvi} Publié par crowngenocide le 08/04/2021 à 5:56pm
Les langues et les peuples autochtones sont encore exclus.

^{xxvii} Publié par crowngenocide le 08/04/2021 à 5:57pm
Ajoutez des Autochtones citoyens ou non citoyens.

^{xxviii} Publié par Democracy Watch le 08/07/2021 à 12:52am
L'engagement auprès des entreprises de médias sociaux n'est pas suffisant pour mettre fin aux fausses promesses, allégations et déclarations en politique et lors des élections. Comme tout problème de société, une partie de la solution consiste à modifier les règles pour interdire le comportement à l'origine du problème. Pour ce faire, on peut mettre en œuvre les changements énumérés dans les lettres d'intervention sur les pages Web suivantes : <https://democracywatch.ca/campaigns/honesty-in-politics-campaign/> (en anglais) et <https://democracywatch.ca/campaigns/stop-fake-online-election-ads/> (en anglais). Les organismes d'application de la loi entièrement indépendants et non partisans sont évidemment essentiels pour assurer l'application équitable des mesures et éviter de favoriser un politicien, un parti politique ou le gouvernement dans son ensemble.

^{xxix} Publié par Centre for Law and Democracy le 08/06/2021 à 10:13am
Commentaire : Bien que le titre de ce document d'engagement fasse référence au maintien d'élections justes et équitables, des mesures visant directement à maintenir des élections justes et équitables ne semblent pas être envisagées, mis à part l'amélioration de l'environnement de communication en général. Pour des suggestions sur des engagements électoraux potentiels, veuillez consulter la Déclaration conjointe de 2020 par les quatre mandataires internationaux spéciaux pour la protection de la liberté d'expression : <https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Opinion/JointDeclaration2020FRENCH.pdf>

^{xxx} Publié par crowngenocide le 08/04/2021 à 3:54pm
Les négociations avec [sic] fedbook sont une excellente idée... cela se passe toujours bien pour les consommateurs...

^{xxxi} Publié par Centre for Law and Democracy le 08/06/2021 à 10:13am

Cet engagement est trop vague et n'explique pas les détails ou les objectifs de cette mobilisation. Le gouvernement devrait s'engager à collaborer avec les entreprises de médias sociaux à l'atteinte d'objectifs précis, comme l'accroissement de la transparence algorithmique ou une plus grande coopération dans le retrait de contenu illégal comme la pornographie juvénile ou la propagande terroriste.